

Evolution des quartiers précaires à Abidjan des années 1980 à la crise de 2010

Kouadio Yao Ernest Badou

Enseignant chercheur

Université Félix Houphouët Boigny de Cocody

yao.ernest@live.fr / 01.72.24.64.67

Résumé :

Indépendante depuis le 7 août 1960, la Côte d'Ivoire a connu une période faste avec un développement spectaculaire connu sous le nom de « miracle Ivoirien ». Ce développement a permis à sa capitale Abidjan de s'accroître en termes de population ainsi que sur le plan spatial. Cela a attiré un grand nombre de personnes venues « se chercher » dans la capitale, endroit idéal pour trouver des opportunités de réussite. Il est l'eldorado du pays de sorte que toutes les personnes vivant à l'intérieur du pays voient en Abidjan un endroit idéal pour y vivre. Abidjan devient même la convoitise de plusieurs ressortissants et attirent des personnes de nationalités multiples. Ce « déferlement humain » ne reste pas sans conséquence sur l'habitat. La pression de ses masses populaires entraîne un manque de logement décent à tous, d'où la naissance des quartiers précaires. Les années 1980 avec la crise et la mise en place des programmes d'Ajustement structurel apparaissent comme un tournant historique des problématiques liées aux quartiers précaires jusqu'à la crise de 2010. Ces quartiers précaires bien que nombreux ne datent pas d'aujourd'hui. Cet article analyse les causes de ces quartiers précaires tout en indiquant les zones et les conséquences avec le développement d'un environnement malsain et précaire.

Mots clés : *précaires, environnement, habitat, pollution, déchets.*

Abstract :

Independent since August 7, 1960, Côte d'Ivoire has experienced a prosperous period with a spectacular development known as the "Ivorian miracle." This development has allowed its capital, Abidjan, to grow in terms of population as well as spatially. This has attracted a large number of people who have come to "look for themselves" in the capital, the ideal place to find opportunities for success. It is the country's El Dorado, so all people living in the interior of the country see Abidjan as an ideal place to live. Abidjan has even become the coveted destination of several nationals and attracts people of multiple nationalities. This "human surge" is not without consequences on housing. The pressure of its popular masses leads to a lack of decent housing for all, hence the birth of precarious neighborhoods. The 1980s, with the crisis and the

implementation of structural adjustment programs, appear to be a historical turning point in the problems linked to precarious neighborhoods until the 2010 crisis. These precarious neighborhoods, although numerous, do not date from today. This article analyzes the causes of these precarious neighborhoods while indicating the areas and the consequences with the development of an unhealthy and precarious environment.

Keywords: *precarious, environment, habitat, pollution, waste.*

Introduction

Devenue capitale à partir de 1934, Abidjan a connu depuis, une évolution exponentielle. Elle se présente comme la principale ville et mégapole de la Côte d'Ivoire. Cette évolution est due à la croissance économique du pays surtout des années après l'indépendance notamment les deux premières décennies appelées « miracle ivoirien ». Cette croissance va entraîner le déplacement d'un très grand nombre de populations de la majeure partie du pays et ceux de l'hinterland vers les villes notamment à Abidjan. Cependant à partir des années 1980, le pays va connaître une crise économique. Cette crise va avoir un énorme impact sur les acquis sociaux du pays. Elle engendra et accroîtra par la suite le développement des quartiers précaires. Cet article analyse l'évolution des quartiers précaires dans la ville d'Abidjan des années 1980 à 2010. La raison principale du choix de 1980 réside aux difficultés qu'a rencontrées la Côte d'Ivoire l'obligeant à mettre en place des programmes d'Ajustement Structurels (PAS). Cette situation a mis le pays à rude épreuve sur le plan économique. Quant à l'année 2010, elle est marquée par une crise post-électorale sanglante. Cette crise a conduit le pays dans une situation difficile tant sur le plan économique que politique entraînant des fractures sociales à tous les niveaux. C'est donc trois décennies de difficultés économiques et sociales sans précédent qu'a connues le pays. On peut dès lors chercher à comprendre quelles sont les différentes raisons ou les causes de l'évolution des quartiers précaires ? Il s'agit également d'analyser les zones impactées et quelles en sont les conséquences ? voilà autant de questions que cette étude va tenter d'élucider.

Pour mener à bien ce travail, différentes catégorises de sources ont été utilisées. Il s'agit des sources écrites qui se décomposent en

documents archivistiques et imprimés. Pour les derniers cités, il s'agit des ouvrages consultés, des journaux officiels, des rapports des ministères techniques, des annuaires, des statistiques et des sources audiovisuelles bien sur également avec la consultation des documents en ligne sur internet.

L'analyse va s'articuler donc autour des raisons ou causes de l'évolution des quartiers précaires d'une part et d'autre part les zones impactées et enfin les conséquences de cette évolution des quartiers précaires.

1-Les causes de l'évolution des quartiers précaires

De nombreuses causes sont à la base de l'évolution des quartiers précaires à Abidjan. Elles sont d'ordre social et économique d'une part et d'autre part elles sont la résultante d'une mauvaise planification de la politique étatique. Mais bien avant, il convint de définir quelques notions.

1-1-Définition de quelques termes

Les quartiers précaires naissent en grande partie dans les villes. La ville elle-même est une unité économique particulière. George (1974) soutient que c'est « une structure spatiale spécifique ayant une position, un noyau, des habitants et une économie diversifiée ». Elle est un foyer original de concentration d'homme et d'activité. Le quartier est la partie d'une ville ou d'une agglomération rurale ayant une physionomie propre et dont l'identité ne repose pas sur un découpage administratif, mais sur une unité architecturale ou sociologique, ou encore sur ses activités culturelles ou économiques (KRA, 2014). Selon le dictionnaire le Robert, le terme précaire est relatif à quelque chose dont l'avenir, la durée, la stabilité ne sont pas assurés. En d'autres termes, quelque chose de fragile, incertain, menacé, passager, instable, provisoire, transitoire vulnérable. En combinant les deux termes, on obtient qu'un quartier précaire est une partie de la ville caractérisée par une physionomie ou un type d'architecture qui n'est pas conforme à un plan directeur et dont l'existence est provisoire et instable. On peut le définir aussi comme étant une zone qui se caractérise par des conditions de vie rudimentaires marquée par une absence d'hygiène de vie, un manque d'assainissement avec des logements de mauvaise qualité. On note également dans les quartiers un

manque d'accès à certaines infrastructures de base telle que des centres de santé adéquats, des établissements scolaires peu recommandables.

Les quartiers précaires s'apparentent également à des bidonvilles. Un bidonville quant à lui désigne, dans le langage courant, un quartier d'habitat auto-construit avec des matériaux de récupération. En géographie, on utilise davantage les expressions de « quartier informel » ou de « quartiers d'habitat informel », pour insister sur l'installation de leurs habitants en dehors d'un cadre juridique formalisé >>, ou bien celle de « quartier d'habitat spontané » pour insister sur l'auto-construction sans plan préalable¹. Martin Luther Djatcheu (2018) préfère le terme plus englobant d' « habitat précaire ». Quel que soit leur nom, ces quartiers ont en commun un ensemble d'habitations précaires, dans des secteurs non viabilisés, parfois faites de matériaux de récupération et dont les habitants ne possèdent pas de titre de propriété. Il résulte d'une occupation de fait, illégale, du sol dans les secteurs des périmètres urbains ou périurbains considérés comme inutilisables, dangereux, plus ou moins insalubres (fortes pentes, zone inondable et lagunes, décharge, etc.) et laissés vacants. L'apparition de ces constructions est souvent rapide, parfois en une nuit, afin de prendre de court les autorités. La version nomade du bidonville est le camp de tentes correspondant souvent à la migration précipitée d'un grand nombre de personnes, notamment en cas de conflits. Qu'il soit un quartier précaire ou un bidonville, on retrouve les mêmes caractéristiques dans les deux cas. L'habitat « spontané » qualifie tout habitat localisé hors des lotissements officiels et qui est de ce fait considéré comme illégal. Mais ses constructions sont de différentes natures. Elles se présentent soit sous la forme d'un habitat de bidonville, soit d'un habitat organisé sur un modèle analogue à celui des lotissements officiels et susceptibles d'être restructurés et officialisés (Alphonse YAPI-DIAHOU, 2000).

¹ Définition que vous pouvez trouver sur le site de <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/bidonville> consulté le 23/08/2025

Les quartiers précaires concentrent tout ce qui est désordre urbain, logement précaire avec des difficultés d'accès aux services de base, les voiries y sont mal entretenues dépourvues d'électricité et d'eau. L'occupation du sol n'est pas organisée selon les normes de la géométrie, de sorte que les constructions sont implantées anarchiquement il n'existe pas de rues tracées, ni d'espace réservé à des équipements. Après ses définitions, les causes de développement des quartiers précaires sont le prochain point à analyser.

1-2-Les causes socio-économiques

Plusieurs facteurs contribuent à l'accroissement des quartiers précaires et bidonvilles à Abidjan. On peut noter d'abord l'afflux massif des populations des zones rurales à Abidjan. Ces dernières sont en général attirées par des opportunités économiques. En effet la plupart des migrants locaux viennent pour avoir une meilleure condition de vie. La plupart des personnes interrogées ont clairement indiqué qu'elles sont venues à Abidjan pour avoir une meilleure condition de vie. Cette situation comme le démontre la suite de cet article est la conséquence d'une mauvaise planification de la politique de l'Etat.

Aux populations locales qui se déplacent vers la ville d'Abidjan, viennent s'ajouter celles des pays environnants dominées en grande partie par les ressortissants de la CEDEAO. En effet la Côte d'Ivoire étant la « locomotive »² de l'Afrique de l'Ouest, se voit arriver chaque année de nombreux migrants économiques de ces pays vers principalement la ville d'Abidjan. Ces ressortissants sont originaires des pays comme le Niger, le Mali, le Nigeria, le Burkina Faso, le Sénégal, la Guinée, le Benin, le Togo et pleins d'autres. Notre enquête de terrain a révélé que la plupart de ces ressortissants ont bien des domaines spécifiques de secteurs d'activités³ auxquels ils s'intègrent.

² La côte d'ivoire occupe 40 % dans le secteur économique au niveau de l'UEMOA.

³ Alors ici il faut savoir que la plupart des ressortissants nigériens sont dans le domaine de la quincaillerie, les maliens dans la vente du ciment par exemple, les mauritaniens et guinéens dans les boutiques en général, les burkinabés plus dans l'agriculture et les travaux champêtres, les togolais et béninois dans la maçonnerie et du bâtiment, les nigériens dans le commerce du bois. La plupart vivent dans des quartiers défavorisés mais en réalité ont des moyens financiers pour vivre dans des quartiers décentes. Ils le font par souci d'économie.

Un ressortissant nigérian du nom de YOUSSEUF nous a confié que le secteur de « GARBA »⁴ est très rentable et donc la plupart de ses frères qu'il a fait venir après lui exercent dans ce domaine. Paradoxalement si ces derniers vivent pour la plupart dans les quartiers précaires, ce n'est pas par un manque de moyens mais plutôt pour un souci d'économie puisqu'ils sont pour la plupart en aventure. Donc ils travaillent, conservent l'argent pour ensuite l'envoyer et réaliser dans leurs pays d'origine.

Au volet économique, s'ajoute celui de l'éducation. Ce volet peut être vu sous plusieurs angles. En effet, des parents envoient souvent leurs enfants à un des leurs qui est basé à Abidjan. Ils pensent pour la plupart que celui qui est basé à Abidjan est riche (Antoine Phillipe, Claude HERRY, 1983). Ce phénomène qui date dès l'indépendance s'est accru au début des années 1980. Ainsi donc ceux qui reçoivent les jeunes personnes pour la plupart venues du village ne le font pas toujours selon leurs propres volontés. Des parents en envoyant leurs enfants cherchent indirectement la prise en charge de ces jeunes gens qu'ils soient filles comme garçons. Ce qui n'est toujours pas le cas. Dès lors que le tuteur n'arrive pas à s'occuper convenablement de ces « nouveaux venus », ils sont pour la plupart livrés à eux même. Et n'ayant plus les moyens pour se prendre en charge, ils cherchent un endroit où dormir. C'est ainsi que naissent les quartiers mal structurés et mal viabilisés puisque beaucoup plus accessibles et généralement construit avec les moyens du bord sans sécurité adéquate.

A ces deux aspects s'ajoute le volet sanitaire. En effet Abidjan concentre pour la plupart des services sanitaires toutes les spécialités. Les centres hospitaliers d'Abidjan disposent d'un meilleur plateau technique beaucoup plus amélioré que la plupart des villes de l'intérieur du pays. Abidjan se voit toujours des personnes arrivées ainsi que leurs accompagnateurs. Si pour certains d'autres retournent à leur lieu d'origine, d'autres par

⁴ Du nom d'un ministre Dico Garba sous Houphouët Boigny. C'est le nom de l'attiéké vendu en Côte d'Ivoire particulièrement par les Haoussas en majorité de nationalité nigérienne. Ce dernier est consommé avec du poisson Thon bien frit et très prisé en Côte d'Ivoire notamment à Abidjan.

contre demeurent ou s'installent définitivement à Abidjan en général sans grands moyens.

Si les aspects évoqués ci-hauts sont des raisons importantes, la pauvreté et le chômage constituent à eux également des éléments fondamentaux pour l'accroissement des quartiers précaires à Abidjan. En effet la grande crise des années 1980 a contribué à la baisse des revenus que cela soit pour les fonctionnaires publics que les travailleurs privés et de façon générale toute la population. L'économie informelle qui était importante et dynamique ne garantit plus la stabilité économique. Dans ce contexte et surtout au début des années 1980, bon nombre de personnes vont se trouver sans emploi tant dans le secteur formel qu'informel. L'inflation grandissante avec la mise en place des PAS n'améliorent guère la vie des populations. Ces difficultés vont accroître le développement des quartiers précaires car les populations n'ont plus des moyens nécessaires pour accéder à des logements décentes et confortables.

1-3-Une politique étatique mal adaptée

La ville d'Abidjan comptait 17 000 habitants lorsqu'elle est devenue capitale en 1934. A titre de comparaison Dakar avait 90 000 habitants et Saint Louis 30 000 à la même date (Mathieu yao, Kouakou David, KOFFI Atta, 2022, p.2), 65 000 en 1950 (Philippe Antoine et Claude HERRY, 1983, p.8). Cependant, c'est après la mise en service du port d'Abidjan inauguré officiellement au mois de février 1951, que la ville d'Abidjan va prendre son envol économique. Ainsi la ville va connaître une explosion démographique qui sera largement dominée par l'afflux massif des migrants étrangers comme indiqué un peu plus haut. Il faut noter qu'au départ l'Etat avait mis en place une politique sociale pour la construction des logements sociaux. Ainsi on a vu la création des sociétés étatiques telles que la SOGEPHIA, la SICOI respectivement créées en 1963 et 1965, au début des années de l'indépendance pour la construction des logements tels que les LEM (Logement à Équipements modérés), des HLM (Habitation à Loyer Modéré). Ces promotions immobilières se sont étendues à presque toutes les communes d'Abidjan. On pourra parler ainsi de Sicoi

Cocody, Sicogi Abobo, Sicogi Yopougon, Sicogi Adjamé, Sicogi Koumassi...). Cependant la crise de 1980 va marquer un désengagement progressif de l'Etat dans le secteur. Ce désengagement ou du moins le ralentissement des investissements dans le domaine immobilier va créer un manque de logement grandissant puisqu'en parallèle la population s'accroît avec une demande beaucoup plus forte. Il est à noter qu'Abidjan a connu un développement fulgurant. Ainsi L'État n'ayant plus les moyens, place désormais à l'anarchie. Cette situation va s'accroître durant des décennies et s'aggraver lors des crises de 2002 marquant le début de la rébellion armée. Cette crise devient la base d'un massif des populations des zones de guerre vers Abidjan surtout. Les quartiers précaires se développent alors et les « arrivés » s'installent à la périphérie de la ville dans les quartiers précaires.

Le développement également des quartiers précaires est accentuée par la décision des pouvoirs publics de concentrer un grand nombre de ses infrastructures dans la ville d'Abidjan. C'est majoritairement à Abidjan qu'on trouve la plupart des zones industrielles du pays et de nombreux autres investissements (Alphonse YAPI-DIAHOU, 2000). Or la plupart des migrants viennent en premier lieu pour des raisons économiques, à la recherche du bien-être. C'est justement dans ce cadre qu'il y'a eu un flux massif de migrants des années 1950 à 1980. La croissance rapide d'Abidjan 180 000 habitants en 1960, 2 100 000 habitants en 1988 ; 2 592 203 en 1994 (Alphonse YAPI-DIAHOU, 2000) sans une politique adéquate de l'habitat conduit à l'implantation et à la prolifération des quartiers précaires.

2-Les zones impactées

La ville d'Abidjan compte plus de 132 quartiers précaires. En termes d'impact, toutes les communes d'Abidjan sont touchées par les quartiers précaires. L'occupation du sol n'est pas organisée selon les normes anarchiquement de la géométrie, de sorte que les constructions sont implantées il n'existe pas de rues tracées, ni d'espace réservé à des équipements. Les terrains sont illégalement investis aucun propriétaire de baraques ne peut justifier son titre de propriété sur les parcelles bâties, en dehors de ses

constructions. Dans la commune de Cocody, les quartiers précaires comme Gobélet⁵, crée en janvier 1952 donc bien avant l'indépendance. Washington, Colombie sont des grands quartiers précaires et Zoé Bruno dans la commune de Cocody. Ils ont été immatriculés au nom de l'Etat et relèvent par conséquent du domaine privé de celui-ci. Cependant l'installation anarchique et désordonnée des populations qui viennent sans aucun mandat et sans aucune base légale complique encore d'avantage la structuration de ses quartiers. Par ailleurs politiquement les quartiers sont organisés et structurés selon des normes qui rappellent la société villageoise un chef de quartier, généralement le fondateur qu'entourent des notables. Ceux-ci sont issus des différents groupes de nationalités et/ou ethniques dominants. D'où leur nombre variable d'un quartier à un autre selon leur degré de cosmopolitisme (Alphonse YAPI-DIAHOU, 2000). Le chef et ses notables "travaillent" en collaboration avec les maires de façon générale.

La plupart des quartiers spontanés qu'ils créent eux-mêmes sont sur des terrains classés non constructibles et qui présentent pour certains des risques d'origine anthropique ou naturelle. Ces zones sont d'ailleurs par excellence, les sites privilégiés de ces populations. On s'installe donc comme on veut et comme on peut, selon qu'on dispose en dépit des risques évidents que présentent ces zones. La crise de septembre 2002 a accru le phénomène des quartiers précaires. Selon une étude financée par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) la ville d'Abidjan a accueilli environ 933 000 déplacés (75%) sur 1 204 966 déplacés que la Côte d'Ivoire comptait en 2005, en quête d'emplois et d'un hébergement plus sûr.

Dans ce contexte, les communes qu'elles soient huppées, de moyens niveaux ou de bas niveaux disposent elles toutes des quartiers précaires. A Cocody par exemple, il existe de nombreux quartiers précaires dans les alentours des deux plateaux Vallon, à la périphérie de la riviéra palmeraie on a les quartiers comme 'bon

⁵ Appellation d'origine en langue yacouba qui s'est transformée par la suite en gobelet sinon au départ c'était « Gopleu » traduction de village de Go ; « Pleu » qui veut dire village en langue Yacouba. C'est sa transformation par la suite qui a donné gobelet.

berger” quartier précaire situé dans un versant jouxtant le nouveau camp d’Akouedo, le quartier de Djorogobité et la Palmeraie. Le nombre exact des quartiers précaires dans chaque commune n’est pas officiellement connu puisque dans chaque commune un groupe de personnes peut s’installer sans la connaissance des autorités. Néanmoins dans chaque commune les autorités ont à peu près une idée des nombres de quartiers précaires. Cependant toujours est-il que, ces quartiers existent et paient parfois des taxes aux services de la mairie pour ceux ayant des commerces. A Yopougon, la plus grande commune de la ville d’Abidjan le nombre quartiers précaires ne fait que s’accroître indiquant le taux de pauvreté sans cesse grandissant. On dénombre un peu plus de 26 quartiers précaires dans la commune de Yopougon par exemple (KRA, 2014). Les mesures de déguerpissement entamées par les gouvernements successifs n’ont pas freiné le phénomène. Le quartier de Gesco qui se trouve dans la commune de Yopougon par exemple s’est développé à la suite de la construction de l’autoroute du nord dans les années 1980. En effet la société qui est en charge pour la réalisation de cette autoroute est le GESCO qui est le Groupement des Entreprises Suisses de Construction. Cette société était basée à la rentrée d’Abidjan. Cependant s’est développé en parallèle des activités informelles telles que la vente de la nourriture, des bistrots, de petits magasins en général pour les besoins des travailleurs de l’entreprise. Par la suite les populations se sont installées et accueillent de nouveaux venus.

Les communes de Marcory hébergent des quartiers précaires comme « sans fil », « quartier Divo » à Koumassi, Gonzagueville dans la commune de Port Bouet. Ce dernier quartier pour selon certaines indiscretions est né de la part d’un certain Ganzague un couturier qui serait d’origine béninoise à qui le président Houphouët avait confié cette zone pour y habiter car il serait son couturier. Aucun document officiel n’atteste à notre connaissance cette information, toujours est-il que ce quartier précaire s’est développé à la suite des concessions et de lopins de terre accordés par les premiers arrivés sans des documents valables ou légaux. L’acquisition des terrains faciles et des parcelles à moindre coût est aussi un facteur qui contribue au développement des quartiers

précaires. Mais quelles sont les conséquences de ces quartiers précaires ?

3-Les conséquences de ces quartiers précaires

Plusieurs conséquences sont liées à ces quartiers précaires. Cela se perçoit à plusieurs niveaux. Au niveau sanitaire, d'abord le manque d'infrastructures adéquates contribue au développement des maladies. Ces maladies sont notamment le paludisme, la diarrhée. Ainsi le manque de moyens et d'habitats décents sans des toilettes oblige parfois ses habitants à vivre dans un environnement très insalubre marqué par des dépôts d'ordures dans les ruelles du quartier. Il y a aussi une insuffisance ou l'inexistence de systèmes d'évacuation des ordures et des eaux usées qui favorise la forte présence des eaux stagnantes dans le quartier. Or, les ordures ménagères et les eaux usées sont de véritables gîtes des agents pathogènes (moustiques, cafards, rats, mouches,...) qui sont des vecteurs de maladies (DIARRASSOUBA, ISSA, KOUADIO, 2017). Selon nos recherches et constats, la majorité des ménages ne disposent pas de toilettes. Les populations contraintes par cette situation, ont transformé les espaces publics et les zones inhabitées en des lieux d'aisances. Par ailleurs ceux qui disposent également des toilettes, plus de la moitié de ces toilettes ne respectent pas les normes d'assainissement. Elles ne disposent ni de fosses septiques, ni de puits perdus et les eaux s'écoulent à l'air libre. Ce qui conduit à la contamination du sol et des sources d'approvisionnement en eau. Les excréta constituent des foyers d'infestation où les insectes vont proliférer et propager l'infection. Ils attirent les animaux domestiques, les rongeurs et la vermine. Les analyses montrent que la pollution fécale est le plus gros danger auquel les ménages sont exposés.

Sur le plan de la sécurité, les quartiers précaires n'offrent pas un cadre de vie décent. Cela va avec ces corolaires d'insécurité. Nos enquêtes ont montré que la plupart des quartiers précaires abrite un fumoir parfois connu des autorités⁶. C'est le cas des fumoirs dans le quartier précaire de « Yoasehi » du côté de Yopougon.

⁶ Nous avons pu interroger quelques jeunes fréquentant les fumoirs celui de niangon Loko à proximité du cimetière du dit village, ils disent que les forces de l'ordre « viennent prendre pour eux chaque jour ». Ce qui

Le souci des besoins en logements sociaux augmente plus vite que les nouvelles constructions, ce qui favorise l'émergence d'un habitat spontané en marge des circuits officiels d'accès à la propriété foncière et immobilière (cas de Colombie à Cocody, Gonzagueville du côté de Port Bouet, GESCO et Banco du côté de Yopougon). De nombreux phénomènes de risque (érosion, éboulement, inondation) sont observés dans les secteurs non aménagés du canal, surtout en saison pluvieuse (juin et octobre). Plus de 75% des habitations de ces endroits sont fortement menacées par ces phénomènes. Cela pose de graves préjudices aux maisons construites en bordure du canal et aux populations (Dongo, 2008).

Dans ce contexte lors des saisons pluvieuses, les éboulements liés à l'utilisation des mauvais matériaux de construction entraînent la perte des vies humaines malheureusement. Ce phénomène est accru depuis les années 2000 alors que bien avant ce phénomène existait mais de faible quantité. Cela est dû non seulement à l'augmentation des populations vivantes dans les quartiers précaires mais également au taux de paupérisation accrue. À cela s'ajoute le manque d'aménagement et d'assainissement. Il n'y a pas de canaux d'évacuation des eaux de ruissellement, aucun plan de collecte des déchets ou d'ordures si ce n'est de manière informelle engagé parfois par des jeunes.

La cohabitation des quartiers précaires avec les quartiers huppés entraîne également une désharmonie de l'architecture de la ville ou du quartier. Ce constat est beaucoup perceptible dans la commune de Cocody où des villas de haut standing cohabitent avec des maisons en bois, en terre cuite ou en tôle. Les quartiers précaires ont donc non seulement des conséquences sur la qualité de vie des populations qui y vivent mais également. Ces conséquences sont liées au glissement des terrains des inondations sans toutefois oublier les eaux de ruissellement et les déchets ménagers qui sont des facteurs de prolifération de maladie.

Conclusion

sous-entend qu'ils savent l'existence de ces endroits fournisseurs de grands bandits et qui alimentent l'insécurité dans les quartiers.

Les quartiers précaires existent depuis bien avant l'indépendance de la Côte d'Ivoire dans la ville d'Abidjan. Cependant le phénomène s'est accru depuis les années 1980. Les raisons sont multiples. Il y'a d'abord la crise des années 1980 qui a entraîné la baisse des revenus des fonctionnaires et la mise en place des projets d'ajustements structurels (PAS). Ces programmes mis en œuvre pour palier au déficit budgétaire et aux problèmes économiques que rencontrent la Côte d'Ivoire à cette époque ont entraîné une augmentation rapide des quartiers précaires et des bidonvilles à la périphérie de la ville d'Abidjan. Ce phénomène s'est étendu à toutes les communes sans exception aucune. Cette situation s'est aggravée avec les nombreuses crises qu'ont connu le pays en particulier la crise de 2002 marquant une instabilité politique et économique du pays. Cela a conduit un exode massif des populations de l'intérieur vers la ville d'Abidjan. A ces problèmes de quartiers précaires s'ajoutent des problèmes d'insécurité. La plupart des quartiers précaires sont le nid de bandits. Cela ne va pas sans conséquences tant sur la santé même des populations mais également de la ville d'Abidjan. Cependant la plupart des initiatives prises par les autorités pour endiguer le problème de la prolifération des quartiers précaires reste sans résultat véritable. Abidjan contient toujours des quartiers d'habitat précaire et le manque d'hygiène dans ces quartiers accroît le problème des maladies endémiques. Le constat est que ce phénomène est loin de s'arrêter. Après analyse, un meilleur encadrement et la mise en place d'un système adéquat et plan directeur serait une option intéressante pour réduire le phénomène.

Bibliographie

ANTOINE Philipe et HERRY C, 1983, « La population d'Abidjan dans ses murs, Dynamiques urbaines et évolution des structures démographiques entre 1955 et 1978 », Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, ORSTOM, vol. XIX, n° 4, pp371-395.

ANTOINE Philipe, DUBRESSON, MANOU-SAVIAN A, 1987, Abidjan « côté cours », Paris, Karthala-ORSTOM, 274 p.

- ARMAND M**, 1984, *Abidjan : structures urbaines et différenciations sociales*, thèse de Doctorat de 3e cycle, Université d'Aix Marseille II, Institut de géographie, Aix-en-Provence, 313 p.
- ATTA Koffi**, 1994, *Diagnostic environnemental d'Abidjan*, Abidjan, Université de Cocody, Vol 4, Synthèse et recommandations, 91 p.
- AUBERTIN (C.)**, 1989. « Itinéraire urbain autour de Brazalia, entre le locatif et l'invasion », in *Cahiers des Amériques latines* n°8, pp. 91-112.
- AZUELA (A.) et QUERRIEN (A.)**, 1995, « La propriété, le logement et le droit. Circonstances sociales et formes juridiques », in *les annales de la recherche urbaine. Régularisation des propriétés*, n°66. Paris, pp. 5-11.
- DIARRASSOUBA Bazoumana, ISSA Bonaventure Kouadio**, 2017, « Étude des risques sanitaires et environnementaux à gobelet, quartier précaire d'Abidjan », in *Revue de Géographie de l'Université de Ouagadougou*, N° 06, Vol. 2, pp.125-142.
- COULIBALY (A.)**, 2006. *Environnement et santé dans les quartiers précaires résidentiels 1, Cocody et Banfora à Korhogo*. Mémoire de maîtrise, IGT, Université de Cocody, Abidjan, 137 p.
- INS (Institut National de Statistique)**, 2014, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat*, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- INS (Institut National de Statistique)**, 1998, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat*, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- ISSA (B.)**, 2014, *Cadre de vie et problèmes de santé à Gobelet, un quartier précaire dans la commune de Cocody*, Abidjan Côte d'Ivoire, Mémoire de Master, Université Alassane Ouattara, Bouaké, 125 p.
- KRA Kouadio Eugene**, 2014, « Élections et développement local, de l'espoir à l'illusion : l'exemple des quartiers précaires de Yopougon », in *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n° 1, pp 83-95
- OMS**, 1990, *L'urbanisation, ses incidences sur la santé de l'enfant, possibilités d'actions publiées avec la collaboration du programme des Nations unies pour l'environnement*, Genève, Suisse, 130 p.
- OMS**, 1994, *crise de la santé en milieu urbain les stratégies de la santé pour tous face à une urbanisation galopante, rapport des discussions techniques de la quarantième assemblée générale de la santé*, Genève, Suisse, 95 p.

PNUD, 2014. *Diagnostic et plan d'amélioration des quartiers précaires des 13 communes du district d'Abidjan : rapport diagnostic district d'Abidjan*, Abidjan, 223 p.

PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME, 2003, Rapport d'activités 2001, 2002, 2003. Abidjan, 27 p.

REPCI, 2010, *Rapport national sur l'état et le devenir de la population de Côte d'Ivoire*, Ministère du Plan et Développement, Abidjan, 245 p.

TRAORE (M.), 2013, *Prévention de la malnutrition en contexte urbain à travers une collaboration synergique entre les services de santé et les communautés du quartier populaire d'Abidjan : GOBELET*, Rapport final, CIAI-Unicef, 203 p.

YAPI-DIAHOU (A.), 2000, *Baraques et pouvoirs dans l'agglomération abidjanaise*, l'harmattan, Paris, 250 p.

YAPI-DIAHOU (A.), 1985, *Bidonville d'Abidjan : de la baraque à la maison en dur : conditions de logement, perspectives de résidences et perception de l'espace : enquête auprès de 100 résidents dans les bidonvilles de la zone industrielle de Koumassi*, ORSTOM, Abidjan, 47 p.

YAPI-DIAHOU (A.), 2003, *La recherche urbaine à l'épreuve des milieux marginalisés dans la ville*, EDUCI, Abidjan, 123 p.